

Le budget

fait avec le chalutier espagnol. Il nous a dit que notre objectif de 3 p. 100 du PIB était trop bas et que nous n'avions pas de programme d'élimination complète du déficit. Le budget que l'on nous a présenté échoue sur ces deux plans.

Quiconque pense qu'il a été bien accepté par les marchés ferait mieux de réserver son jugement. Moody's n'a pas changé de position. On ne sait pas encore si le budget a réussi à convaincre les marchés monétaires que le Canada est un bon endroit où investir.

Nous avons tiré sur le messenger qui nous donnait de bons conseils, qui nous disait que nous sommes en difficulté, que nous devrions équilibrer nos livres sinon, personne ne va acheter nos obligations, et pourtant, nous ne faisons rien encore.

Il n'y a rien dans ce budget pour les petites entreprises. J'ai travaillé dans le secteur des petites entreprises. L'augmentation de 1,5 cent de la taxe sur l'essence rapportera 500 millions de dollars par an.

Dans ma circonscription, il y a un certain nombre de navettes qui vont à Toronto. Cela va leur coûter 250 dollars de plus par an rien que pour exploiter leur entreprise. Cela va aussi faire augmenter les coûts d'affaires des gens qui utilisent de l'essence et des services de livraison.

Cela va soutirer environ trois millions de dollars à l'économie de ma circonscription. C'en est fait du nouveau four, des études et de la nouvelle auto. Ce n'était vraiment pas nécessaire et cela ne contribue pas à créer les emplois dont nous avons besoin. Rien ne justifiait des augmentations de taxes.

Nous vivons effectivement dans le meilleur pays au monde, mais nous vivons avec de l'argent emprunté et le temps presse.

Je remarque qu'on tente d'amener les Canadiens à investir au Canada en achetant des obligations et en gardant leur argent au Canada. Pour que les Canadiens investissent dans leur pays, le gouvernement doit faire preuve d'un peu de responsabilité en montrant qu'il comprend l'ampleur du problème et qu'il comprimera ses dépenses. Les Canadiens cesseront alors de placer leur argent à l'étranger et le dépenseront et l'investiront ici, au Canada.

Le Canada livre une bataille pour assurer sa survie. J'ai visité Dieppe il y a à peine un an. Il était très émouvant de savoir que de jeunes Canadiens avaient eu le courage de se rendre là-bas et de donner leur vie pour leur pays. Il nous faudra également beaucoup de courage, dès maintenant, pour nous attaquer au problème très grave des dépenses excessives avec lequel nous sommes aux prises.

J'entends parler de compassion, de générosité et d'équité. Qu'en est-il de la responsabilité, de la reddition de comptes et de l'équité envers les contribuables qui supportent le fardeau fiscal depuis tant d'années? Les contribuables canadiens exigent un peu de responsabilité, de reddition de comptes et d'équité. Nous le leur devons et nous le devons aux générations à venir.

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Monsieur le Président, j'ai trouvé plutôt intéressant que le député passe tellement

de temps pendant son discours à défendre le gouvernement de Brian Mulroney, disant que le Parti libéral avait mis des bâtons dans les roues du précédent gouvernement pendant neuf ans. Il acquiesce de la tête, mais je voudrais lui rappeler que le gouvernement de Brian Mulroney, qui a été jeté dehors, était majoritaire et qu'il avait le contrôle total de ses décisions. C'est lui qui porte le blâme, pas nous. Le député raconte des histoires, car en fait le précédent gouvernement conservateur n'a eu que ce qu'il méritait.

• (1725)

J'ai écouté avec intérêt aussi son analogie médicale, lorsqu'il disait que tout ce que nous avons eu c'était des égratignures, non pas des coupures profondes. Il a essayé de faire croire que nous avons augmenté les taxes et impôts, alors qu'il sait très bien qu'il y a 7 \$ de réductions pour chaque dollar de recettes supplémentaires, et que l'impôt sur le revenu des particuliers n'a pas augmenté. Tout ce qu'il disait était de la pure fabrication.

Je voudrais lui poser une question sur sa stratégie et sur la réponse que son chef a donnée à la Chambre. Son chef a pris la parole, ici, pour reprocher au gouvernement d'avoir réduit le budget des programmes sociaux pourtant, le député, aujourd'hui, nous dit que nous aurions dû le réduire plus que nous l'avons fait. Comment le député réconcilie-t-il cette position avec celle de son propre chef?

M. Harper (Simcoe-Centre): Monsieur le Président, je suis très heureux de répondre aux questions du député.

Premièrement, en ce qui a trait au fait que les libéraux ont passé huit ans dans l'opposition sans pouvoir rien faire contre l'augmentation de la dette et du déficit. Selon moi, les libéraux n'ont rien fait d'autre qu'encourager la hausse du déficit et de la dette. Ils ne comprenaient pas l'importance du problème à l'époque, et ils ne le comprennent pas davantage maintenant. Rien n'a changé.

Le gouvernement conservateur a été jeté dehors pour n'avoir pas écouté. Je prédis que dans trois ans, le gouvernement actuel sera jeté dehors pour n'avoir pas écouté les Canadiens.

On parle de 7 \$ de compressions pour chaque dollar de recettes supplémentaires, mais aucune hausse des recettes ne peut être justifiée. Il y a tout ce qu'il faut pour permettre d'équilibrer le budget en faisant uniquement des compressions. Quand on a trop dépensé pendant 20 ans, on ne peut pas continuer à en demander toujours plus. On peut toutefois dire enfin clairement qu'après avoir augmenté sans cesse les impôts, on va commencer à les diminuer. C'est le temps ou jamais. Si les libéraux ne l'ont pas encore compris, ils feront exactement la même chose que les conservateurs ont fait en quelques années à peine.

Mon chef n'a jamais dit qu'il ne fallait pas toucher aux programmes sociaux. On ne peut pas équilibrer le budget sans toucher à ces programmes. On connaît la somme que nous consacrons à ce poste. On dit qu'ils sont la cause du problème. Même si ce n'est pas vrai, il faudra quand même exercer des compressions dans ces programmes. On ne peut absolument pas équilibrer le budget autrement.